MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
Semaine du 19 au 26 novembre 2026

English summary

South Africa

- *The rand reaches its lowest level against the dollar in a year amid international tensions and domestic political uncertainty*
- *The IMF calls for structural economic transformation to boost growth*
- *The Durban integrated LNG-to-power project is expected to start operations in late 2028*
- *President Ramaphosa visits Silicon Valley and announces a future action plan for AI*
- *The government is set to launch public consultations ahead of a ministerial decision on 5.2 GW of nuclear capacity in 2027*

Angola

- *Angola has repaid in full its oil-backed debt to China Eximbank*
- *Angola opens its first gold refinery*
- *The Angolan sovereign wealth fund is strengthening its presence in the mining sector in Africa through the Baomahun gold project in Sierra Leone*

Botswana

- *The IMF significantly lowers its growth forecast for 2026 from 4.4% to 3,0%*

Mozambique

- *The UAE-based fund IRH has announced the acquisition (US$462 million) of Kenmare Resources, the leading European player in the critical minerals sector*
- *Mozambique establishes the Local Content Authority to oversee national participation in major oil and gas projects*

Namibia

- *Namibia is turning to wind power to secure its electricity supply*
- *Developing a nuclear industry would require investment amounting to up to twice the GDP*

Zambia

- *S&P raises the sovereign rating to B- with a stable outlook*
- *Zambia and Norway sign a green financing agreement worth US$500 million*

Zimbabwe

- *The government plans to increase public spending in 2027 while limiting the budget deficit to 0.5% of GDP*

L'influence de l'Afrique du Sud en Afrique australe, un leadership économique toujours central mais fragilisé

Première économie du continent africain, l'Afrique du Sud concentre environ 58 % du PIB cumulé de l'Afrique australe et y demeure l'acteur économique de référence. Son influence, héritée des liens historiques et renforcée par un niveau de développement supérieur à celui de ses voisins, se manifeste par son rôle moteur dans les organisations régionales (SADC), l'union douanière (SACU) et la zone monétaire (CMA), ainsi que par sa centralité dans les corridors logistiques et les chaînes de valeur industrielles. Cette hégémonie est toutefois fragilisée par la dégradation de ses infrastructures et l'arrivée d'acteurs étrangers sur des marchés historiquement dominés par les groupes sud-africains.

Un ancrage économique et financier sans équivalent dans la région. L'Afrique du Sud est le premier fournisseur de tous les pays de la région (à l'exception de l'Angola) et figure parmi leurs cinq principaux débouchés : en 2025, ses exportations vers la zone ont atteint 25,3 Md USD, contre 6,5 Md USD d'importations, signe d'une dépendance asymétrique marquée. Son influence repose aussi sur son rôle de premier investisseur régional, avec un stock d'IDE d'environ 11,6 Md USD en 2024, porté par ses champions des services (Shoprite, Pick n Pay dans la distribution ; Standard Bank, FirstRand et Absa dans la banque). Les petites économies enclavées sont les plus dépendantes : l'Afrique du Sud fournit en particulier près de 80 % des importations du Lesotho et de l'Eswatini, et capte respectivement 68 % et 48 % de leurs exportations. Cette dépendance est budgétaire, via les recettes de la SACU (30 à 40 % des recettes fiscales de ses partenaires de la Sacu), et monétaire, le rand servant de monnaie de référence à la Zone monétaire commune et de pilier au panier du pula botswanais.

Une position dominante fragilisée par les défaillances sud-africaines. Le réseau électrique régional, structuré autour de l'Afrique du Sud, expose les voisins d'Eswatini, de Namibie, du Botswana et du Lesotho aux difficultés d'Eskom. Dans les transports, la congestion portuaire et le déclin du fret ferroviaire de Transnet favorisent des corridors alternatifs : Lobito en Angola (soutenu par les États-Unis et l'UE), TAZARA rénovée par la Chine, port de Maputo, corridor Trans-Kalahari namibien. Des secteurs historiquement structurés par le capital sud-africain s'ouvrent également : cession en cours de De Beers au profit d'acteurs dont le Botswana, l'Angola et la Namibie, essor de l'internet satellitaire (Starlink, Eutelsat) face aux opérateurs télécoms sud-africains, et acquisition de MultiChoice par le français Canal+ fin 2025. Les violences anti-migrants du printemps 2026 (mouvement « March and March », plus de 160 000 départs) exerce en outre une pression sur les transferts financiers, source de revenus essentielle pour le Zimbabwe, le Lesotho, le Malawi et le Mozambique, et alimente une remise en cause plus large du leadership régional sud-africain.

Des leviers de reconquête existent néanmoins. L'Afrique du Sud conserve des atouts majeurs : le raffinage métallurgique des métaux précieux et minerais critiques régionaux (or namibien, platinoïdes zimbabwéens), la place boursière de Johannesburg, première du continent, et un réseau d'entreprises profondément implanté dans les économies voisines. La SACU lui garantit toujours un accès en franchise de droits vers des marchés où elle exporte environ 200 Md ZAR par an, ce qui tempère les appels à la réforme du partage des recettes. L'acquisition de MultiChoice par Canal+ et le service ferroviaire intégré d'AGL entre Durban et la Copperbelt montrent que le hub sud-africain demeure une porte d'entrée vers les marchés d'Afrique australe, tandis que les projets de diversification des voisins (hydroélectricité du Lesotho, solaire namibien et botswanais) offrent de nouvelles opportunités.

Échanges commerciaux entre l'Afrique du Sud et les autres pays d'Afrique Australe

Pays	Volume d'importation en provenance de l'Afrique du Sud (USD)	Classement	Part des importations totales	Volume d'exportations vers l'Afrique du Sud	Classement	Part des exportations totales
Angola	$368,772,888	11e	2%	$871,362,255	11e	3%
Botswana	$4,127,913,762	1e	67%	$429,356,039	4e	12%
Eswatini	$1,819,907,016	1e	79%	$1,618,948,962	1e	68%
Lesotho	$1,526,185,911	1e	78%	$389,818,165	1e	48%
Malawi	$502,807,435	1e	16%	$35,725,577	3e	6%
Mozambique	$5,243,474,970	1e	27%	$907,764,403	4e	8%
Namibie	$4,155,379,057	1e	38%	$1,537,084,126	2e	16%
Zambie	$3,463,227,695	1e	26%	$257,243,548	5e	4%
Zimbabwe	$4,071,313,772	1e	40%	$495,272,327	3e	17%

Sources : volume des échanges : UN Comtrade (2025) ; parts des échanges et classement : OEC (2024)

Positions d'investissement direct de l'Afrique du Sud en Afrique australe

Pays	Stock d'IDE en provenance d'Afrique du Sud (M$)	Part de l'Afrique du Sud dans le stock d'IDE total	Stock d'IDE vers l'Afrique du Sud (M$)
Angola	185,2	1,3 %	68,6
Botswana	1 628,5	14,2 %	285,5
Eswatini	327,4	30,6 %	415,4
Lesotho	580,0	89,3 %	58,1
Malawi	117,7	10,5 %	117,8
Mozambique	3 916,7	7,0 %	1 154,8
Namibie	2 132,4	21,5 %	435,6
Zambie	894,7	5,5 %	124,7
Zimbabwe	1 816,7	31,6 %	320,3

Source : FMI, Direct Investment Positions (DIP), position nette d'investissement direct (actifs moins passifs), tous instruments financiers, toutes entités, année 2024. Ces données sont des estimations dérivées par le FMI à partir des positions bilatérales déclarées par l'Afrique du Sud elle-même (données miroir)

Sommaire :

Afrique du Sud

- Le rand atteint son plus bas niveau depuis un an face au dollar, sur fond de tensions internationales et d'incertitudes politiques nationales
- Le FMI appelle à une transformation structurelle de l'économie pour dynamiser la croissance
- Le démarrage du projet intégré GNL-électricité de Durban est attendu fin 2028
- Le président Ramaphosa visite la Silicon Valley et annonce un futur plan d'action pour l'IA
- Le gouvernement va lancer des consultations publiques avant une détermination ministérielle nucléaire de 5,2 GW en 2027

Angola

- L'Angola a intégralement remboursé sa dette garantie par le pétrole envers China Eximbank
- L'Angola inaugure sa première raffinerie d'or
- Le fonds souverain angolais renforce sa présence dans le secteur minier en Afrique avec le projet aurifère de Baomahun en Sierra Leone

Botswana

- Le FMI abaisse nettement sa prévision de croissance pour 2026, de 4,4 % à 3,0 %.

Mozambique

- Le fonds émirati IRH annonce l'acquisition (462 M USD) de Kenmare Resources, principal actif européen du secteur des minerais critiques
- Le Mozambique crée l'Autorité du Contenu local chargée de superviser la participation nationale aux mégaprojets pétroliers et gaziers

Namibie

- La Namibie mise sur l'éolien pour sécuriser son approvisionnement électrique
- Le développement d'une filière nucléaire nécessiterait des investissements équivalant jusqu'à deux fois le PIB

Zambie

- S&P relève la note souveraine à B- avec une perspective stable
- La Zambie et la Norvège scellent un accord de financement vert de 500 M USD

Zimbabwe

- En 2027, le gouvernement prévoit d'accroître les dépenses publiques tout en limitant le déficit à 0,5 % du PIB

Afrique du Sud

Le rand atteint son plus bas niveau depuis un an face au dollar, sur fond de tensions internationales et d'incertitudes politiques nationales

Depuis le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient fin février, le rand a perdu environ 10 % de sa valeur face au dollar, et 4,4 % depuis le début du mois de novembre. Le principal indice boursier sud-africain (JSE All Share) affichait, le 19 novembre, un recul de 17 % par rapport à son record du 27 février.

Ces évolutions s'expliqueraient principalement par l'appréciation du dollar, alimentée par les anticipations de nouvelles hausses des taux directeurs états-uniens, et par une aversion accrue au risque sur les marchés mondiaux. Le recul des cours de certains métaux, dont l'Afrique du Sud est exportatrice, ainsi que le renchérissement du pétrole, dont elle est importatrice nette, expliqueraient aussi une partie de la baisse.

Le contexte politique intérieur actuel pourrait aussi contribuer, dans une moindre mesure, à la dépréciation du rand. Aucun parti n'a obtenu la majorité absolue à l'issue des élections municipales du 4 novembre dans les trois métropoles du Gauteng, où la *Democratic Alliance* (DA) est arrivée en tête. Or l'*African National Congress* (ANC) envisage de former des coalitions avec *ActionSA*, les *Economic Freedom Fighters* (EFF) et *uMkhonto weSizwe* (MK), sans la DA. Ces négociations alimenteraient les inquiétudes des investisseurs quant à la stabilité de la gouvernance locale, notamment à Johannesburg, qui a connu une succession de maires différents depuis août 2021. Elles susciteraient également des interrogations sur l'avenir du gouvernement d'unité nationale, dont l'ANC et la DA sont les deux principales composantes depuis juin 2024.

Le FMI appelle à une transformation structurelle de l'économie pour dynamiser la croissance

Le 24 novembre, les services du FMI ont publié leurs conclusions au terme de leur mission conduite au titre de l'article IV. Le communiqué souligne la résilience de l'économie sud-africaine face au choc pétrolier, notamment attribuée à la réponse appropriée de la Banque centrale aux tensions inflationnistes et à l'abaissement de sa cible d'inflation à 3 %. Les services du Fonds saluent également les avancées du programme de réformes structurelles lancé en 2020, *Operation Vulindlela*, qui a favorisé l'essor de la production privée d'électricité et permis l'agrément de onze opérateurs privés de fret ferroviaire.

L'économie sud-africaine, pénalisée par la faiblesse de l'investissement, ne devrait toutefois croître que de 1,0 % en 2026 et de 1,3 % en 2027. Pour lever les obstacles immédiats à l'investissement, les services du FMI préconisent d'accélérer les réformes des infrastructures, notamment en achevant la scission d'Eskom et de Transnet. Afin de relever durablement le potentiel de croissance et de réduire le chômage (34 % au T3 2026), le communiqué souligne la nécessité d'engager des réformes visant à améliorer l'environnement des affaires, renforcer la gouvernance publique et assouplir la régulation du marché du travail. Sur ce dernier point, les recommandations portent notamment sur l'élargissement à l'ensemble des PME des dérogations aux conventions collectives prévues pour les start-ups par le projet de réforme du droit du travail (*Labour Law Amendment Bill*).

Selon les services du FMI, la mise en œuvre de ces réformes pourrait porter la croissance jusqu'à 4 % à moyen terme et soutenir la réduction de la dette publique. Ils souscrivent à l'objectif du gouvernement de ramener celle-ci à environ 70 % du PIB

d'ici 2032/33, ce qui nécessiterait une amélioration du solde primaire d'un demi-point de PIB par an pendant trois ans. Afin de concilier consolidation budgétaire et soutien à la croissance, le communiqué préconise en outre de maîtriser les dépenses courantes, notamment la masse salariale publique, tout en réorientant l'équivalent de 1 % du PIB vers l'investissement public à moyen terme. Les services du Fonds recommandent enfin d'inscrire des objectifs chiffrés d'endettement dans la future loi destinée à ancrer durablement la politique budgétaire.

Le démarrage du projet intégré GNL-électricité de Durban est attendu fin 2028

Le 23 novembre, le consortium mené par la compagnie pétrolière sud-africaine Engen a réaffirmé son souhait de développer un projet intégré GNL-électricité à Durban. Estimé à 40 Md ZAR (environ 2,2 Md EUR) , le projet comprend : (i) un terminal d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL) d'une capacité de regazéification de l'ordre de 5 Md de m^3/an dans le port de Durban, ainsi que les *pipelines* associés ; et (ii) une centrale à gaz à cycle combiné (CCGT) de 1,9 GW, installée sur le site de la raffinerie d'Engen à Wentworth. L'installation avait cessé ses activités de raffinage de pétrole brut à la suite d'une explosion en 2020, et annoncé sa conversion en terminal de stockage/importation en 2021. Dans la province du KwaZulu-Natal, le projet pourrait alimenter en électricité l'équivalent de 3,9 millions de foyers et fournir du gaz aux industriels (centres de données, nouvelles industries).

Dirigé par Engen, le consortium réunit : (i) VTTI, entreprise néerlandaise spécialisée dans les infrastructures énergétiques, qui développera et exploitera le terminal GNL et les *pipelines* ; (ii) Vitol, négociant néerlandais d'énergie et de matières premières, qui assurera l'approvisionnement en GNL ; et (iii) Acwa Power, société saoudienne de financement et d'exploitation d'infrastructures énergétiques (renouvelables, hydrogène vert) et hydriques (dessalement), qui développera la centrale électrique. Si les parts de chaque membre du consortium ne sont pas connues, le projet vise une participation de l'ordre de 30 % pour les partenaires sud-africains *Broad-Based Black Economic Empowerment* (B-BBEE).

Sous réserve de la décision finale d'investissement (FID) du consortium et des approbations locales, la construction pourrait débuter fin 2028 et la mise en service de la centrale pourrait intervenir au 2ème semestre 2031. La phase de construction pourrait représenter 4 500 années-personne-emploi (jusqu'à 1 000 travailleurs sur site au pic) et 26 Md ZAR (1,34 Md EUR) de contribution au PIB sud-africain, tandis que la phase d'exploitation représenterait 740 emplois (dont 220 directs) et 1,8 Md ZAR (environ 93 M EUR) de contribution au PIB.

Le président Ramaphosa visite la Silicon Valley et annonce un futur plan d'action pour l'IA

Du 14 au 21 novembre, le président Cyril Ramaphosa a effectué une visite en Californie (États-Unis), consacrée à l'intelligence artificielle (IA) et à l'écosystème de la Silicon Valley. L'objectif était triple : (i) étudier les développements mondiaux concernant l'IA ; (ii) éclairer la stratégie sud-africaine dans ce domaine ; et (iii) promouvoir les investissements technologiques et numériques américains en Afrique du Sud. Outre l'ambassadeur d'Afrique du Sud aux États-Unis, Roelf Meyer, la délégation comprenait de nombreux représentants du gouvernement : le ministre des Finances, Enoch Godongwana ; le ministre des Relations internationales et de la

Coopération, Ronald Lamola ; le ministre de la Science, de la Technologie et de l'Innovation, Blade Nzimande ; le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence, Parks Tau ; le ministre des Communications et des Technologies numériques, Solly Malatsi ; le ministre de l'Électricité et de l'Énergie, Kgosientso Ramokgopa ; la ministre du Développement des Petites entreprises, Patricia de Lille ; ainsi que la ministre à la Présidence, Khumbudzo Ntshavheni. Elle réunissait également des représentants académiques et économiques, des experts techniques et des étudiants.

Le 23 novembre, Cyril Ramaphosa a indiqué que l'Afrique du Sud élaborerait, dans un délai de 90 jours, un plan d'action national sur l'IA. Cette annonce, réalisée dans le cadre de sa lettre hebdomadaire à la Nation, vise à traduire les enseignements de la visite en Californie en mesures concrètes. Ce plan devrait s'articuler autour de quatre axes : (i) l'utilisation de l'IA pour améliorer les services publics et soutenir l'économie ; (ii) le positionnement de l'Afrique du Sud comme destination pour les investissements dans les infrastructures d'IA ; (iii) le renforcement des capacités nationales, en particulier par la formation et l'accompagnement des start-up ; et (iv) la gestion des risques associés à l'IA, y compris à travers des mécanismes de régulation, une évaluation indépendante et une gouvernance structurée. Le président a également exprimé son soutien à la création d'un fonds de capital-risque de 100 M ZAR (5,35 M EUR) dédié aux start-up sud-africaines du secteur.

Le gouvernement va lancer des consultations publiques avant une détermination ministérielle nucléaire de 5,2 GW en 2027

Le Département de l'Électricité et de l'Énergie (DEE) se prépare à publier pour consultation publique un document exposant les arguments en faveur de l'introduction de nouvelles capacités de production d'électricité nucléaire, préalable à un quatrième processus d'approvisionnement après l'échec de trois tentatives depuis 2008. Le ministre de l'Électricité et de l'Énergie, Dr Kgosientsho Ramokgopa, a confirmé son intention de lancer entre avril et juin 2027 une consultation publique pour produire 5,2 GW d'énergie nucléaire d'ici 2035 (*Integrated Resource Plan* de 2025).

Cette consultation interviendra après obtention de l'accord du régulateur national de l'énergie (NERSA) et du Trésor, et une période de de 60 jours, Cette démarche prudente vise à répondre aux critiques de défaut de consultation qui ont fait échouer les tentatives précédentes : l'annulation du projet Nuclear-1 par Eskom en 2008, l'annulation judiciaire en 2017 d'un programme de 9,6 GW, puis le retrait en 2024 d'un appel d'offres de 2,5 GW face à des menaces juridiques.

Le ministre a réaffirmé la volonté du gouvernement de poursuivre le programme nucléaire, estimant que 10 GW seraient nécessaires pour stimuler la localisation et l'industrialisation, les premiers projets devant s'appuyer sur des conceptions éprouvées de fournisseurs étrangers. Toute nouvelle centrale sera détenue et exploitée par Eskom. Les structures de financement seront évaluées au regard de leurs effets sur les tarifs, le bilan d'Eskom et l'exposition de l'État.

Angola

L'Angola a intégralement remboursé sa dette garantie par le pétrole envers China Eximbank

L'Angola a soldé fin septembre 595,3 M USD que l'État devait encore à China

Eximbank au titre des financements garantis par le pétrole. Cette dette s'établissait à près de 1,3 Md USD fin 2024, avant de reculer à environ 876,2 M USD fin 2025. Pour mémoire, le gouvernement angolais s'attache depuis 2017 à rembourser l'encours de dettes gagées sur le pétrole, qui ont marqué pendant plusieurs années les relations financières entre Luanda et Pékin. Toutefois, l'État angolais devait encore 6,38 Md USD à la Banque de développement de Chine (CDB) à la fin du troisième trimestre 2026.

L'Angola inaugure sa première raffinerie d'or

La première raffinerie d'or du pays a été inaugurée le 20 novembre à Viana, dans la province de Luanda. Financée à hauteur de 20,7 M USD par la société minière publique Endiama, la raffinerie peut traiter jusqu'à 75 kg d'or par jour. Toutefois, la production officielle nationale reste inférieure à cette capacité : elle n'a atteint que 99,5 kg sur l'ensemble de l'année 2024. Dans ce contexte, l'exécutif prépare une réglementation encadrant l'exploitation aurifère semi-industrielle et à petite échelle, qui sera exclusivement réservée aux citoyens angolais agréés. Cette réforme vise à formaliser le secteur, à créer des opportunités pour les entrepreneurs nationaux et à lutter contre l'orpaillage clandestin. Elle devrait soutenir le développement d'une filière qui compte 49 licences de prospection, mais seulement quatre projets effectivement en exploitation.

Le fonds souverain angolais renforce sa présence dans le secteur minier en Afrique avec le projet aurifère de Baomahun en Sierra Leone

Le Fonds souverain angolais (FSDEA) a signé le 18 novembre un accord de partenariat avec la société minière sierraléonaise FG Gold pour le développement du projet aurifère de Baomahun, en Sierra Leone, dont le fonds est actionnaire. Appelé à devenir la première grande mine d'or commerciale du pays, le projet dispose de 5,81 millions d'onces de ressources et de 2,05 millions d'onces de réserves. Son financement s'appuie notamment sur 330 M USD mobilisés auprès de l'Africa Finance Corporation (AFC) et d'Afreximbank. Pour l'Angola, cet investissement renforce la présence régionale du FSDEA et constitue une référence pour le financement de futurs projets miniers nationaux, en mobilisant des capitaux et des institutions financières africaines.

Botswana

Le FMI abaisse nettement sa prévision de croissance pour 2026, de 4,4 % à 3,0 %

Le 23 novembre, les services du FMI ont achevé à Gaborone leur mission annuelle d'évaluation au titre de l'article IV. Selon le FMI, après deux années de contraction, l'activité économique devrait croître de 3,0 % en 2026. Cette prévision est inférieure à celle effectuée par le FMI au mois d'octobre (4,4 %) ainsi qu'à celle du gouvernement, relevée fin octobre de 3,1 % à 3,8 % en raison du rebond de la production de diamants, dont l'économie botswanaise reste fortement dépendante (historiquement 80 % des recettes d'exportation). Les services du FMI anticipent pour leur part que la demande de diamants naturels restera faible, face à la concurrence croissante des diamants de synthèse.

Alors que la dette publique a atteint environ 34 % du PIB, contre 22 % deux ans plus tôt, les services du FMI appellent à une stratégie crédible de consolidation budgétaire à moyen terme. Ils préconisent de concentrer l'effort sur la maîtrise de la masse salariale publique, un meilleur

ciblage des programmes sociaux et des subventions ainsi qu'une gestion plus efficace des investissements publics.

L'inflation, qui s'établissait à 7,6 % en glissement annuel en octobre sous l'effet du renchérissement des carburants, resterait élevée en 2026, à 8,2 %. En cas de persistance des tensions inflationnistes, les services du FMI estiment qu'un nouveau resserrement monétaire, après la hausse du taux directeur à 5,5 % intervenue en avril, pourrait être nécessaire. Ils recommandent enfin d'assouplir progressivement le régime de change afin de renforcer la capacité de l'économie à absorber les chocs.

Mozambique

Le fonds émirati IRH annonce l'acquisition (462 M USD) de Kenmare Resources, principal actif européen du secteur des minerais critiques

Kenmare Resources, société irlandaise qui exploite la principale mine de sables lourds du Mozambique, à Moma (titane et zircon), a conclu un accord de principe en vue d'une reprise de l'actif, pour 462 M USD, par International Resources Holding (IRH), un fonds basé à Abou Dhabi. L'acquéreur devra annoncer une offre ferme ou se retirer d'ici au 15 décembre 2026. La finalisation de l'opération resterait notamment conditionnée à l'obtention des autorisations du gouvernement mozambicain pour l'extension de la concession minière, qui a donné lieu depuis plusieurs années à d'intenses négociations – la concession précédentes étant arrivée à son terme en 2024.

Cette annonce intervient une semaine à peine après la signature d'un accord de coopération, d'un montant de 500 M USD, entre le fonds d'Abou Dhabi et le gouvernement mozambicain, destiné à soutenir des projets de développement. Cet accord a été conclu en marge d'un forum d'affaires bilatéral et de la finalisation des négociations relatives à un accord de partenariat économique *(Comprehensive Economic Partnership Agreement – CEPA).*

Le Mozambique crée l'Autorité du Contenu local chargée de superviser la participation nationale aux mégaprojets pétroliers et gaziers

Conformément aux dispositions prévues dans la loi sur le Contenu local publiée en juin, le gouvernement mozambicain vient de créer l'Autorité du Contenu Local (ACL), dotée de pouvoirs d'approbation des plans de passation des marchés et de recrutement, de contrôle du respect des exigences en matière de contenu local et de sanction des entreprises en infraction dans le secteur pétrolier et gazier. Ses statuts organiques, approuvés le 18 novembre 2026, lui confèrent une autonomie décisionnelle et un pouvoir de sanction.

L'Autorité sera chargée de superviser les plans d'acquisition de biens et de services ainsi que de recrutement de travailleurs mozambicains, de réaliser des audits, de tenir un registre national des fournisseurs et de diffuser les opportunités d'affaires liées aux grands projets. Elle aura également pour mission de promouvoir les partenariats entre les opérateurs internationaux et les entreprises mozambicaines, ainsi que de soutenir le renforcement des capacités des petites et moyennes entreprises locales. Son champ d'intervention couvre notamment les grands projets de développement du bassin du Rovuma, dont Coral Sul, Coral Norte, Mozambique LNG et Rovuma LNG.

Namibie

La Namibie mise sur l'éolien pour sécuriser son approvisionnement électrique

Le lundi 23 novembre, les travaux du parc CERIM Lüderitz ont été officiellement lancés. Développé conjointement par l'entreprise chinoise China Energy International et le namibien ANIREP, le projet représente un investissement de 86,8 M USD, soutenu notamment par Standard Bank et la Banque africaine de développement (BAfD). Le parc devrait produire annuellement 253,8 GWh, soit l'équivalent de 6 % de la consommation électrique nationale, avec NamPower comme acheteur de l'électricité, dans le cadre d'un contrat de 25 ans.

Ce lancement survient exactement un mois après l'inauguration du parc éolien Diaz de 50 MW, développé par l'entreprise française InnoVent. Ces deux projets marquent une évolution importante pour un pays dont la capacité éolienne est restée à 6 MW entre 2017 et 2025, selon l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA).

La Namibie a couvert entre 58 et 67 % de sa demande annuelle d'électricité par des importations sur les cinq années étudiées jusqu'à 2025. Ces importations coûtent environ 3 fois plus cher que l'électricité produite par la compagnie nationale NamPower. Par ailleurs, plus de 60 % de la production locale repose sur l'hydroélectricité, dont la fiabilité est menacée par les sécheresses récurrentes.

Le développement d'une filière nucléaire nécessiterait des investissements équivalant jusqu'à deux fois le PIB

Selon Kegan Straydom, expert financier namibien du secteur minier, chargé des affaires minières chez RMB Namibia, le passage de l'exploitation uranifère à l'ensemble du cycle du combustible nucléaire mobiliserait des investissements croissants : 3 à 4 % du PIB pour l'exploration et l'extraction, 2 à 3 % pour la conversion, 100 à 120 % pour l'enrichissement et la fabrication du combustible, et jusqu'à 200 % pour la production d'électricité, soit environ 34 Md USD sur la base d'un PIB estimé à 17 Md USD. M. Straydom recommande en priorité de valoriser les 53 chaînes d'approvisionnement associées à l'exploitation de l'uranium.

Le cadre réglementaire constituerait par ailleurs un obstacle majeur. Axel Tibinyane, secrétaire de la Namibia Atomic Energy Board, a indiqué que la législation en vigueur (Atomic Energy and Radiation Protection Act de 2005) couvre la radioprotection, les garanties et la sécurité, mais pas la sûreté des réacteurs, les lois historiques de 1948 et 1963 ayant été abrogées en 1992. Un projet de loi nucléaire en consultation publique prévoit la création d'une autorité indépendante de régulation de la sûreté nucléaire et radiologique sur l'ensemble du cycle du combustible.

Zambie

S&P relève la note souveraine à B-, avec une perspective stable

Le 20 novembre, S&P a relevé d'un cran la note souveraine à long terme de la Zambie, de CCC+ à B-, assortie d'une perspective stable. L'agence souligne que les prix élevés du cuivre, qui représente plus de 70 % des exportations du pays, soutiendraient une croissance annuelle moyenne de 5,5 % sur 2026-2029, contre 3,6 % sur la décennie précédente. S&P prévoit également une réduction du déficit budgétaire de 5,9 % du PIB en 2026 à 3,5 % en 2029, notamment grâce à la fin des dépenses exceptionnelles et au nouveau programme du FMI de 1,5 Md USD, encore soumis à l'approbation

de son conseil d'administration. L'agence estime en outre que la réélection du président H. Hichilema en août augure de la poursuite d'une politique favorable à l'investissement.

S&P note aussi les progrès réalisés par la Zambie dans la restructuration de sa dette, engagée après le défaut de paiement constaté en novembre 2020. Les accords de principe conclus avec les créanciers couvrent actuellement environ 94 % des 13,3 Md USD concernés. En juin 2024, Moody's avait été la première des trois principales agences de notation à relever sa note (de Ca à Caa2), suivie par S&P (CCC+) et Fitch (B-) en novembre 2025. La note de S&P rejoint désormais celle de Fitch et dépasse d'un cran celle de Moody's (Caa1 depuis le 30 octobre).

S&P signale toutefois que la dette publique brute resterait élevée, à 83,2 % du PIB en moyenne sur 2026-2029, et que les intérêts continueraient d'absorber environ un quart des recettes publiques. Selon l'agence, l'économie zambienne demeure par ailleurs vulnérable aux fluctuations des cours du cuivre et aux aléas climatiques. Le phénomène climatique « El Niño » pourrait notamment affecter les récoltes et la production d'électricité, qui repose à plus de 80 % sur l'hydroélectricité.

La Zambie et la Norvège scellent un accord de financement vert de 500 M USD

La Zambie et la Norvège ont signé, le mardi 17 novembre 2026, un accord de financement vert destiné à mobiliser plus de 500 M USD en faveur de projets solaires développés par des promoteurs privés en Zambie. L'accord porte sur une capacité pouvant atteindre 500 MW, contre 300 MW initialement prévus.

Signé en marge de la COP31, à Antalya, en Turquie, le dispositif repose sur le programme *Carbon Feed-In Premium (CFIP)*, un mécanisme de financement basé sur les résultats lancé en Zambie en 2026 pour accélérer le développement des énergies renouvelables raccordées au réseau et réduire les émissions de gaz à effet de serre. La Norvège achètera les crédits carbones générés par les centrales solaires financées, dans le cadre de l'article 6 de l'Accord de Paris, qui établit un cadre de coopération réglementé entre les pays pour atteindre leurs Contributions Déterminées au Niveau National (CDN) et mobiliser des financements climatiques.

L'objectif est de faciliter l'accès des développeurs privés aux financements nécessaires à la construction de centrales solaires raccordées au réseau national. Le programme prévoit également le développement de capacités de stockage par batterie afin de renforcer la stabilité de l'approvisionnement électrique.

ZANACO, l'une des principales banques commerciales de Zambie, assurera la gestion du fonds et la fiducie financière, tandis que le GGGI, organisation intergouvernementale dédiée à la promotion d'une croissance économique durable et inclusive dans les économies émergentes, apportera son appui à la mise en œuvre du mécanisme, avec le soutien de la Norvège à travers son initiative mondiale de réduction des émissions et son fonds d'action climatique lié à l'article 6.

L'accord devrait attirer davantage d'investissements privés dans le solaire, renforcer la sécurité énergétique de la Zambie et soutenir ses engagements climatiques.

Zimbabwe

Le gouvernement prévoit d'accroître les dépenses publiques en 2027 tout en limitant le déficit à 0,5 % du PIB

Le 19 novembre, le ministre des Finances, Mthuli Ncube, a présenté au Parlement le projet de budget pour 2027. Le gouvernement y prévoit un ralentissement de la croissance, de 5,0 % en 2026 à 3,5 % en 2027, notamment en raison des conséquences sur la production agricole d'une sécheresse liée au phénomène climatique « El Niño ».

Face à ce risque de sécheresse, le gouvernement prévoit de constituer une réserve budgétaire de 11 Md ZiG (400 M USD), financée par des excédents de trésorerie accumulés en 2026. Les dépenses d'investissement public passeraient par ailleurs de 2,3 % à 3,8 % du PIB. Au total, les dépenses publiques s'établiraient à 358 Md ZiG (12,8 Md USD), soit 18,6 % du PIB, contre 16,6 % prévus pour 2026.

Le déficit budgétaire resterait néanmoins limité à 0,5 % du PIB, contre 0,2 % prévu pour 2026. Pour accroître les recettes, qui atteindraient 18,1 % du PIB en 2027 (contre 16,4 % prévus pour 2026), le gouvernement compte sur l'élargissement de l'assiette fiscale à des secteurs encore peu imposés, comme l'immobilier, le numérique ou le tourisme. Le texte prévoit aussi plusieurs allègements, dont le relèvement du seuil mensuel d'exonération de l'impôt sur le revenu de 100 à 150 USD.

L'exécutif vise par ailleurs l'apurement, d'ici fin mars 2027, des arriérés dus à la Banque mondiale, à la Banque africaine de développement et à la Banque européenne d'investissement.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques,
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www,tresor,economie,gouv,fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo
tudy.cleach@dgtresor,gouv,fr, antoine,guerindugrandlaunay@dgtresor,gouv,fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : tudy.cleach@dgtresor,gouv,fr, antoine,guerindugrandlaunay@dgtresor,gouv,fr